

L'université d'été de la gauche européenne en Espagne

À l'ordre du jour : Les crises actuelles du capitalisme et de la gauche *

Laura Tuominen, Dan Koivulaakso

La Gauche européenne et Transform ! Europe ont organisé en coopération avec le Parti communiste d'Espagne et Izquierda Unida la quatrième Université d'été de la Gauche européenne, à Valence, en Espagne, du 23 au 26 Juillet.

Dans l'intervention d'ouverture de l'Université d'été, la secrétaire générale du Parti communiste de Valence, Marga Sanz, a souhaité la bienvenue à plus de 100 participants venus de 15 pays qui, pendant quatre jours, ont fait de la région la « capitale de la gauche européenne ». Les thèmes principaux de l'Université d'été portaient sur les perspectives politiques de gauche après les élections européennes et les effets de la crise économique mondiale.

La crise du capitalisme ouvre-t-elle la voie à la démocratie économique ?

Richard Detje de *Sozialismus* a ouvert le débat sur la crise économique en affirmant que la plupart des analyses insistent de façon inexacte sur le rôle de l'économie américaine dans la crise et sous-estiment les effets de la crise en Europe ainsi que dans les autres pays industrialisés.

Selon l'OCDE, le commerce mondial va s'effondrer de 16 % en 2009. Cela aura un impact particulier sur les économies tournées vers l'exportation com-

* Cet article a été publié en finnois dans le journal du Parti de l'Alliance de gauche, Kansan Uutiset, le 31 juillet 2009.

me celles de la Chine, du Japon et de l'Allemagne, mais aussi de la Finlande. La Chine, où la croissance économique est la plus forte du monde, est le seul pays qui réagit avec force à la récession économique, souligne Detje. La Chine passe d'une croissance externe à une croissance interne et investit 7 % de son PIB en créant de nouveaux marchés nationaux pour soutenir le secteur des importations massives.

Tous les intervenants du séminaire ont été d'accord sur les causes de la crise financière : la suraccumulation et le rôle de la bourse comme moteur de la croissance économique. Toutefois, Richard Detje a souligné que le noyau de la crise se trouvait dans la baisse relative des salaires réels dans les pays occidentaux industrialisés entre 1975 et 2006. Le modèle économique en vigueur n'a pas conduit à des incitations pour de nouveaux investissements, mais à des profits croissants.

Simultanément, les luttes pour des améliorations de salaire sont de plus en plus difficiles et l'OCDE prévoit une hausse du taux de chômage en Europe de 50 % à 80 % entre 2008 et 2010. De nombreux intervenants ont souligné le rôle des syndicats dans les politiques de gauche. Il y a eu consensus sur le fait que les luttes dans les entreprises ne doivent pas être dissociées des autres luttes politiques, telles que les luttes pour les retraites ou les services sociaux. La réduction de la durée hebdomadaire de travail a été considérée comme un moyen efficace de faire face au chômage.

Maite Mola, du Parti communiste espagnol, a souligné l'importance de l'analyse de genre dans l'analyse économique. Au cours de la récession économique, le taux d'emploi des femmes a officiellement progressé en Espagne, mais seulement parce que les hommes, qui ont de meilleurs salaires, ont été licenciés en premier. Les femmes travaillent toujours avec des salaires plus bas et avec des conditions de travail inférieures à celles des hommes. Les femmes ont aussi en charge des tâches en dehors du travail salarié formel.

Le système capitaliste constitue une menace pour l'humanité

L'ancien ministre des Finances de l'Équateur, Pedro Paéz, a déclaré que, dans le cadre de la crise écologique, le système capitaliste constitue une menace pour l'humanité tout entière. Il a appelé à la suppression du capital destructeur. « Cela affectera la répartition internationale du travail, c'est-à-dire qui produit quoi dans ce monde ». Pour Bernd Barenberg, de Die Linke, en cette période de crise économique, nous devons nous demander pour quelle sorte d'industries nous souhaitons proposer des plans de relance ? Le soutien à des industries qui emploient actuellement beaucoup de main-d'œuvre, telles que l'industrie automobile en Allemagne, pourrait ne pas être une option durable et dynamique.

Alors que les profits ont augmenté par rapport aux salaires et à la productivité depuis les années 1970, la consommation a été principalement financée

par l'endettement. L'endettement des pays ne fera pas une grande différence au regard de cela. On peut toutefois se demander ce qui se passerait si les États étaient en faillite. Cette question n'a malheureusement pas été débattue à l'Université d'été. Un économiste grec, Giorgios Ioannidis, a estimé que la gauche se posait de mauvaises questions : « Nous devons trouver des moyens de sortir de la crise et non pas nous demander qui va payer. Les gens paient déjà ! Nous devons aujourd'hui présenter nos alternatives en matière d'emploi, de solidarité et de système bancaire. Nous avons besoin de réformisme révolutionnaire, ce qui signifie tout à la fois des solutions à court terme et à long terme. »

Les débats de l'Université d'été ont été intéressants sur le plan théorique. Mais les propositions concrètes ont souvent fait défaut, même si la quasi-totalité des participants étaient demandeurs. Quelques points de vue ont, bien sûr, été présentés. Parmi eux, la notion de démocratie économique est sans doute la plus importante.

Selon Pedro Paéz, nous avons besoin d'une nouvelle banque centrale qui fonctionne du Sud vers le Nord. Cela aiderait à corriger les failles des flux financiers et à réorienter les aides financières vers les régions les plus pauvres. Cette nouvelle banque nécessiterait une nouvelle monnaie mondiale. En Amérique latine, il existe déjà la Banque du Sud, expérience qui vise à fournir des outils macro-économiques transnationaux. Ce n'est que par ce type de mécanismes que nous pourrions briser l'hégémonie du dollar et créer la durabilité dans l'économie mondiale. La gauche européenne devrait donc examiner comment cette crise de l'économie mondiale et des systèmes de crédit pourrait être transformée en un projet macro-économique de gauche victorieux.

Chantal Delmas, du Parti communiste français, a évoqué les propositions pour un système économique alternatif, déjà formulées par différents mouvements sociaux. Lors du Forum social mondial de Belém en janvier 2009, par exemple, plus de 300 organisations et mouvements ont présenté une large liste de propositions axées sur le principe du spéculateur payeur. Outre la fermeture des paradis fiscaux, l'introduction de contrôles plus stricts du secteur bancaire et la mise en œuvre d'une fiscalité mondiale, la déclaration a également proposé un renforcement du rôle de l'ONU pour stabiliser le système économique mondial.

Le courant « anti-establishment »

La gauche a été lourdement défaite dans de nombreux pays lors des élections au parlement européen, en juin. Dans la plupart des pays, la droite et notamment l'extrême droite ont gagné en popularité. Toutefois, dans des pays tels que le Portugal, l'Irlande du Nord et le Danemark, la popularité de la

gauche radicale a dépassé 20 %. À Chypre, AKEL assure la présidence. En France l'expérience nouvelle du Front de gauche (PCF-PG et Gauche unitaire) renforce le GUE avec 6,47 % et 5 députés. En Allemagne, Die Linke progresse, même si les résultats électoraux ont été plus modestes que prévus sur la base des sondages d'opinion. De même, en Grèce, les sondages prévoyaient 15 % et trois sièges pour Synaspismos, mais le parti s'est retrouvé avec un seul siège.

Panayota Maniou, de Synaspismos, s'est demandé pourquoi, en période de crise systémique et de mécontentement grandissant, la gauche ne paraît pas une option crédible. En Grèce, les émeutes de décembre 2008, après la mort d'un lycéen de 15 ans, n'expriment pas seulement la précarité croissante des jeunes Grecs mais sont aussi le signe d'une tendance de plus en plus « anti-establishment ». Selon Maniou, il existe un risque évident pour la gauche si nous sommes perçus par nos partisans comme faisant partie du même système que celui qui a provoqué la crise.

Walter Baier, coordinateur de Transform ! Europe, a rappelé que, dans les années 1930, la gauche a été battue par le fascisme car elle s'était tournée vers l'intérieur pour créer et maintenir la solidarité mutuelle. Nous devons maintenant nous ouvrir, non seulement vers les mouvements sociaux mais aussi vers d'autres forces de la société qui sont des partenaires potentiels. Les participants de l'Université d'été ont approuvé l'essentiel de cette analyse. Le principal désaccord réside dans le débat concernant la possibilité de coopérer avec les sociaux-démocrates qui ont mené des politiques néolibérales pendant qu'ils étaient au pouvoir.

En Finlande, certains ont affirmé que la raison de la défaite de la gauche provenait d'une politique d'immigration trop indulgente. Toutefois, l'orientation de la gauche européenne est claire : chacun doit avoir le droit de chercher des moyens d'existence ailleurs s'il ne peut pas les trouver dans son pays d'origine. Miguel Maldonado et Ana Moreno Soriano viennent d'El Ejido, au sud de l'Espagne, centre de l'émigration en provenance d'Afrique vers l'Europe. À El Ejido, en 2000, de violentes émeutes ont éclaté contre les migrants ; les événements ont été largement couverts par les médias internationaux. Miguel Maldonado et Ana Moreno Soriano trouvent totalement inacceptable que la gauche soit contre l'immigration et les immigrants. « Le vrai problème est que les employeurs exploitent les travailleurs et que ces derniers n'aient pas les mêmes droits. Ceci est et doit être au cœur de l'activité de la gauche », affirment-ils.